

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, Allées Marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 25/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CELSA France SAS

Rond Point Claudius MAGNIN
64340 Boucau

Références :
Code AIOT : 0005202511

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2025 dans l'établissement CELSA France SAS implanté ZI - Rond Point Claudius Magnin 64340 Boucau. L'inspection a été annoncée le 12/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre d'une action régionale 2024, l'inspection des installations classées a examiné, le 20 juin 2024, la conformité des installations de refroidissement soumises à enregistrement sous le numéro de rubrique 2921 de la nomenclature. 4 constats, nécessitant des actions correctives et curatives, ont été établis à l'issue de cette visite d'inspection.

Le 17 novembre 2025 nous avons procédé à une nouvelle visite d'inspection afin de faire le bilan des actions mises en œuvre par l'exploitant pour répondre aux constats dressés en 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CELSA France SAS

- ZI - Rond Point Claudius Magnin 64340 Boucau
- Code AIOT : 0005202511
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'aciérie électrique de CELSA France est située en bord à quai, sur la rive droite de l'Adour, sur le territoire des communes de Boucau et de Tarnos. Cette aciérie produit depuis 1994, à partir de déchets de ferrailles, des billettes d'acier.

CELSA France, afin de développer ses activités, a implanté une usine de laminage à chaud dans l'emprise de son terrain situé dans la zone portuaire de Bayonne, sur les communes de Tarnos et Boucau.

L'usine de laminage complète ainsi l'aciérie existante pour former un complexe sidérurgique unique. L'usine de laminage à chaud a une capacité de production globale de 1 200 000 t/an de laminés marchands, barres et couronnes.

Les installations, y compris le laminoir, sont réglementées par un arrêté inter-préfectoral du 24 mai 2016.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2025, article 26.IV.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Nous avons constaté la mise en conformité des installations de refroidissement soumises à enregistrement sous le numéro de rubrique 2921 de la nomenclature

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;• les points critiques liés à la conception de l'installation ;• les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;• les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.</p>
Constats : <p>Lors d'une précédente visite d'inspection en date du 20 juin 2024, il avait été demandé à l'exploitant de compléter (inventaire, criticité et gestion des bras morts) et mettre à jour les AMR des équipements de l'aciérie et du laminoir avant le 30 septembre 2024.</p> <p>L'analyse méthodique de risques légionelles, établie par DEKRA, a été révisée le 23 septembre 2025. Elle intègre désormais la gestion des bras morts dont la recherche a été finalisée en septembre 2024. Deux procédures de gestion des bras morts ont été mises en place :</p> <ul style="list-style-type: none">• procédure "gestion des bras morts aciérie" du 26/09/2024 ;• procédure "gestion des bras morts laminoir" du 05/08/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif de l'installation
Prescription contrôlée : <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.</p> <p>Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires.</p> <p>L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.</p> <p>Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>
Constats : <p>Lors d'une précédente visite d'inspection en date du 20 juin 2024, il avait été demandé à l'exploitant, avant la fin de l'arrêté technique de 2024, de :</p> <ul style="list-style-type: none">• réaliser le nettoyage complet de ses installations ;• définir le type de nettoyage (mécanique ou chimique) accompagné des mesures compensatoires nécessaires. Si le nettoyage préventif annuel est de type chimique (absence d'arrêt des installations), devait informer le préfet et lui proposer la mise en œuvre des mesures compensatoires avant fin juillet 2024. <p>Par courrier en date du 26 juillet 2024 l'exploitant a informé le préfet des Landes avoir opté pour un nettoyage chimique de ses installations de refroidissement. Une procédure, en date du 22 juillet 2024, de nettoyage chimique à mettre en œuvre lors d'un arrêté annuel, a été établie par la société NalcoWater.</p> <p>L'exploitant nous a transmis le rapport d'intervention de la société NalcoWater du 15 au 22 juillet 2025 qui a procédé au nettoyage mécanique des installations de refroidissement.</p> <p>Il ressort des discussions lors de la visite d'inspection du 17 novembre 2025 que l'exploitant a décidé de changer de type de nettoyage au profit d'un nettoyage mécanique. Il est apparu que le nettoyage chimique mis en œuvre depuis 2024 manque d'efficacité, les installations de refroidissement ayant tendance à s'encrasser.</p> <p>Une procédure "Intervention par nettoyage mécanique et désinfection des TARs", en date du 09 septembre 2025, a été établie par la société NalcoWater. Cette procédure est complétée par la procédure « d'arrêt pour nettoyage annuel » rédigée par Celsa le 13/11/2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II
Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles
Prescription contrôlée : <ol style="list-style-type: none">1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L.3. Actions à mener si le dénombrement des <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est rendu impossible par la présence d'une flore interférente.4. En cas de dérives répétées, consécutives ou non, de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> au-delà de 1 000 UFC/L et a fortiori de 100 000 UFC/L, et sur proposition des installations classées, le préfet peut prescrire la réalisation d'un réexamen des différentes composantes permettant la prévention du risque légionellose, notamment conception de l'installation, état du circuit, stratégie de traitement de l'eau, analyse méthodique des risques, plan d'entretien et de surveillance, ou toute autre étude jugée nécessaire pour supprimer ces dérives répétées.
Constats : <p>Lors d'une précédente visite en date du 20 juin 2024, il avait été demandé à l'exploitant, pour le laminoir, conformément aux prescriptions de l'article 26-II de l'arrêté ministériel du 14/12/2013, de mettre en place des procédures pour définir les actions à mener en cas de dépassement des seuils de concentration en légionelle ou en cas de présence de flore interférente avant le 31 décembre 2024.</p> <p>L'exploitant nous a transmis la procédure, en date du 13 novembre 2025, de désinfection en cas d'incident, qui a pour objet de définir les actions à mener en cas de dépassement des seuils de concentration en légionelle ou en cas de présence de flore interférente.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2025, article 26.IV.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de l'installation
Prescription contrôlée : 2. Carnet de suivi L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne : <ul style="list-style-type: none">• les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;• les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;• les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;• les périodes d'arrêts complet ou partiels ; - le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;• les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;• les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;• les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs.• les modifications apportées aux installations. Sont annexés au carnet de suivi : <ul style="list-style-type: none">• le plan des installations, comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement, avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;• l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ;• les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque légionelles ;• le plan de formation ;• les rapports d'incident et de vérification ;• les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées, tels que définis au point V du présent article, relatifs aux résultats des mesures et analyses ;• les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en <i>Legionella pneumophila</i> et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I-3 du présent article ;• les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau telle que définie à l'article 60. Le carnet de suivi est propriété de l'installation. Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées ou une vérification.
Constats : Lors d'une précédente visite en date du 20 juin 2024 il avait été demandé à l'exploitant, conformément aux prescriptions de l'article 26-IV de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 : <ol style="list-style-type: none">1. de mettre en place un carnet de suivi formalisé pour les installations de l'aciérie et du laminoir, avant le 31 décembre 2024 ;

2. En ce qui concerne le laminoir, à l'issue de la formalisation du carnet de suivi, de réaliser un contrôle des installations avant le 31 mars 2025.

L'exploitant a mis en place un carnet de suivi dématérialisé où sont rassemblés les documents demandés à l'article 26.IV.2 précité.

L'exploitant nous a transmis le rapport des interventions de la société NalcoWalter, réalisées du 15 juillet au 22 juillet 2025, dans le cadre des opérations suivantes :

- élimination des dépôts et encrassements dans le bassin et les circuits d'eau ;
- remise en état des surfaces en contact avec l'eau ;
- prévention des risques liés à la prolifération bactérienne ;
- optimisation de l'efficacité thermique de la tour ;
- vérification de la conformité aux réglementations en vigueur.

Type de suites proposées : Sans suite